

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 02/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SUEZ RV NORD EST (Ex SITA NORD EST)**

17 rue de copenhagen  
67300 Schiltigheim

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G4\SUEZ RV Nord Est (NORVALO) Grande  
Synthe\_070.02027\2\_Inspections\2024 05 02\SUEZ RV NORD EST\_grande-synthe\_RAPVI\_0007002027.odt  
Code AIOT : 0007002027

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/05/2024 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST (Ex SITA NORD EST) implanté Rue de l'Ecluse de mardyck 59760 Grande-Synthe. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite d'inspection est réalisée de façon inopinée et a pour objet de vérifier le respect sur le site des prescriptions relatives au confinement des eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV NORD EST (Ex SITA NORD EST)
- Rue de l'Ecluse de mardyck 59760 Grande-Synthe
- Code AIOT : 0007002027
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SUEZ RV Nord-Est exploite, sur la commune de Grande Synthe, un centre de transfert de déchets qui a pour activité la réception et le prétraitement de déchets par regroupement en vue de leur valorisation ou élimination en filière adaptée.

Le site est soumis, par arrêté préfectoral au 10 mai 2005 modifié par APC du 16 avril 2010, à autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'installation est implantée le long de la route de l'écluse de Mardyck sur un terrain d'une largeur d'environ 30 mètres pour une longueur d'environ 400 mètres. L'entrée et la sortie du site se font par un portail situé au Sud du terrain. Une voirie interne permet la desserte des aires de stockage dont une partie est localisée dans un bâtiment industriel prévu à cet effet.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 4.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 5.2.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Conséquences des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 10	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Mesures de prévention - consignes	Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 18.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Signalisation	Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 18.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation ne dispose pas de système de confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un incident ou d'un incendie.

Il n'y a pas de consignes relatives à la protection de l'environnement en cas d'incident sur le site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un plan des réseaux du site.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Bassin de confinement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 5.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bassin de confinement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>5.2.1. - Le réseau de collecte des eaux de ruissellement de l'aire de compostage susceptibles d'être polluées doit être aménagé et raccordé à un bassin de confinement capable de recueillir un volume minimal de 300 m3.</p> <p>Toutes les précautions seront prises pour éviter un débordement de ce bassin. En particulier, lorsque ce bassin sera rempli au-delà des trois quarts, une partie des eaux qu'il contient sera pompée et évacuée vers un centre agréé, ou utilisé pour asperger les andains.</p> <p>5.2.2 - L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit pouvoir être confiné sur des aires étanches. Le volume de confinement sera au moins égal à 300 m3.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose d'un bassin de collecte des eaux de ruissellement de l'ancienne plateforme de compostage (il n'y a plus d'activité de compostage sur le site).</p> <p>Ce bassin est rendu étanche par une géomembrane qui présente au moment de l'inspection un bon état d'entretien. Le niveau de remplissage du bassin est estimé à la moitié au regard des indications données par l'exploitant qui estime la profondeur du bassin à environ 4 mètres.</p> <p>L'exploitant indique que les eaux de ruissellement sur la plateforme de tri, et donc potentiellement celles susceptibles d'être polluées lors d'un incident ou d'un incendie, sont récupérées par les réseaux d'assainissement et dirigées vers le séparateur hydrocarbures avant rejet au canal.</p> <p>L'exploitant précise également qu'il n'y a pas de dispositif d'obturation en place et qu'un système de type ballon obturateur devrait être prochainement installé au niveau du séparateur hydrocarbures.</p> <p>En l'état, le site ne dispose pas de système de confinement des eaux d'extinction.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Conséquences des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conséquences des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier : 1) la toxicité et les effets des produits rejetés ; 2) leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel ; 3) la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux ; 4) les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre ; 5) les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposée à cette pollution ; 6) les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.  Pour cela, l'exploitant doit constituer un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques rassemblées pour satisfaire aux 6 points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services chargés de la police des eaux, et régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne dispose pas de dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments d'information prescrits au présent article.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 4 : Mesures de prévention - consignes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 18.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de prévention - consignes
<b>Prescription contrôlée :</b>  Des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque ; - les mesures à prendre en cas de défaillance sur un système de traitement et d'épuration ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues dans le présent arrêté ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ...</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence (électricité, réseaux de fluides) ;</li> <li>- les procédures d'urgence en cas de réception de déchets non admissibles.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate l'affichage en divers endroits fréquentés par le personnel de consignes mais celles-ci concernent exclusivement les soins à apporter aux blessés ou des consignes d'évacuation du personnel.</p> <p>Les consignes destinées à protéger l'environnement en cas d'incident ou d'incendie, et notamment celles prescrites par le présent article, ne sont pas affichées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Signalisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/05/2005, article 18.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Signalisation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>.../...</p> <p>Les consignes de sécurité dictant la conduite à tenir en cas de sinistre doivent être affichées dans les locaux d'exploitation.</p> <p>Un plan schématique conforme à la norme, sous forme de pancartes inaltérables, devra être installé à l'entrée de l'établissement.</p> <p>Sur ce plan doivent figurer, suivant les normes en vigueur, outre les dégagements et les cloisonnements principaux, l'emplacement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;</li> <li>- des dispositifs de commande de sécurité ;</li> <li>- des organes de coupure des fluides ;</li> <li>- des organes de coupure des sources d'énergie ;</li> <li>- des moyens d'extinction fixes et d'alarme.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate l'absence de consignes de sécurité satisfaisantes (voir constat de l'article 18.2.1.) et de plan schématique du site.</p> <p>L'exploitant indique que les principes de circulation sur le site sont en cours de refonte ce qui explique l'absence de ce plan.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois